

[ Cette brochure a été rédigée par Comidad en 1989 et traduite en français en 1991. Même si des passages dans nos commentaires ressentent du temps passé, l'ensemble du texte, nous a paru assez « actuel » pour être proposé à nouveau, avec – nous espérons – quelques coquilles en moins. Les citations ont été tirées de *L'Unique et sa propriété*, dans : Max Stirner, *L'Unique et sa propriété – et autres écrits*. Ed. L'Age d'Homme, Lausanne, 1972. ]

## La Tyrannie des Mots

### Une lecture de Max Stirner

Max Stirner est assurément un critique, ou pour être plus précis, un négateur de la civilisation moderne. La critique romantique de la modernité est archiconnue : suivant celle-ci la société actuelle serait dominée par des valeurs essentiellement matérielles : la production, la technique, le profit, la marchandise : c'est pourquoi l'homme se trouverait dans un état d'aliénation, c'est-à-dire de perte de son humanité, d'incapacité de reconnaître le véritable sens de la vie.

Ce genre de critique de la modernité a été mené avec des nuances différentes, mais avec une identité de prémisses et de conclusions, par plusieurs auteurs : en allant de ceux typiquement romantiques, comme John Ruskin et Stendhal – Marx aussi et même Proudhon, au moins en partie – jusqu'aux plus récents, c'est-à-dire Adorno, Marcuse, Pasolini, les situationnistes, etc. ... Même les philosophes considérés comme nihilistes, notamment Nietzsche et Heidegger, ont recouru à ce genre de critique romantique de la modernité.

Eh bien, Max Stirner n'a absolument rien à voir avec ce genre de critique. Il soutient exactement le contraire de ce que disent les auteurs mentionnés plus haut ; selon Stirner en effet la société moderne est entièrement à la merci du sacré. Si au Moyen-âge la domination du sacré était évidente mais clairement localisée, dans la société moderne cette domination est, par contre, minutieuse, étouffante, envahissante, absolue et tellement omniprésente qu'on ne la remarque même plus. D'après Stirner nous ne vivons pas dans le royaume de la production et de la technologie, mais plutôt dans le royaume des esprits, des fantômes, ou bien, pour être plus précis, des idées fixes. On comprendra mieux cette thèse en expliquant que selon Stirner, le système de domination actuel ne se fonde pas sur des données explicitement matérielles mais plutôt sur le langage :

*<<Quiconque ne peut se débarrasser d'une pensée n'est dans cette mesure **qu'homme**, valet de la langue, cette institution des hommes, ce trésor de la pensée humaine. La langue ou « le mot » Nous tyrannise de la pire manière, parce qu'elle met en ligne contre Nous toute une armée **d'idées fixes**>> (p.379)*

Cette citation suffit à réaliser que le discours de Stirner est radicalement antithétique à celui des critiques romantiques de la modernité qui est en revanche snob, intellectualiste, aristocratique et élitiste. De plus, selon Stirner, les critiques romantiques de la modernité ne sont même pas des critiques, bien au contraire, ils sont les représentants les plus véritables de la pensée dominante, puisqu'ils poussent les gens à perdre la capacité de jouissance de la vie dans la recherche anxieuse du sens de la vie, c'est-à-dire de l'idéal d'homme auquel il faut viser :

*<<Que pourrait bien être idéal, sinon ce Moi toujours cherché et toujours lointain ? Qui se cherche ne se possède pas encore, il aspire à ce qu'il **doit** être – et par conséquent, ne l'est pas. Nous vivons dans la **nostalgie**, nous avons vécu des siècles et des siècles en elle et dans l'espérance ? C'est toute autrement que l'on vit dans – **la jouissance**.*

*Est-ce que cela ne touche que ceux que l'on appelle les gens pieux ? Non, mais tous ceux qui appartiennent à l'époque finissante, même ses viveurs. Même pour eux, après les jours sur semaine venait le dimanche et après la vie mondaine le rêve d'un monde meilleur, d'un bonheur humain universel bref un idéal. Mais ce sont les philosophes que l'on oppose nommément aux gens religieux, or, ont-ils pensé à autre chose qu'à l'idéal, médité sur autre chose que le Moi absolu ?*

*Nostalgie et espérance, partout, et rien qu'elles. Appelez cela, si vous voulez, romantisme...>>*  
(p.356)

Selon Stirner, le système de domination se fonde exactement sur cette insatisfaction pour l'homme actuel, pour l'homme tel qu'il est :

*<< Je suis contraire et hostile à Moi-même : J'ai peur de Moi et Je Me dégoûte, Je suis pour Moi un objet d'horreur ou ne Me suffît et contente jamais Moi-même. Tels sont les sentiments générateurs de l'analyse de soi ou autocritique ; c'est avec la négation de soi que commence la religiosité, avec la critique achevée qu'elle se conclut. >>* (p.233)

Stirner juge que la société actuelle est encore à tous égards fondée sur des « liens religieux » (expression intensive : religion signifie justement lien) ; mais la religion actuelle. Contrairement à celle du Moyen âge, n'est pas fondée sur la personne de Dieu, mais sur l'Homme :

*<<La crainte de Dieu proprement dite a depuis long temps été ébranlée et un athéisme plus ou moins conscient, reconnaissable extérieurement à une absence de pratique religieuse largement répandue, est devenue involontairement la note dominante. Mais ce qui a été retiré à Dieu a été ajouté à l'homme et la puissance de l'humanité s'est accrue proportionnellement au déclin de la piété : « l'homme » est le Dieu d'aujourd'hui, la crainte de l'homme a remplacé celle de Dieu. (...)  
Nos athées sont des gens pieux.*

*Si, à l'époque féodale, Nous tenions tout de Dieu en fief, le même rapport féodal subsiste à l'époque libérale, mais avec l'homme. >>* (pp. 233-4)

Bref, aujourd'hui l'oppression a pris le visage rassurant de l'homme, c'est-à-dire que l'Homme est devenu l'ennemi des hommes :

*<< L'homme est le dernier **mauvais esprit** ou fantôme, le plus grand trompeur et celui qui inspire le plus confiance, le plus rusé des menteurs, le père des mensonges à la mine honnête. >>* (p. 233)

Selon Stirner donc, l'aliénation moderne de l'homme s'appelle justement « humanisme » : l'homme s'égaré lui-même parce qu'il vit dans l'effort anxieux de réaliser sa véritable humanité :

*<<On devait finalement en arriver à ne plus seulement exiger de Nous d'être chrétiens, mais hommes. En effet, bien que Nous n'ayons jamais pu devenir réellement chrétiens, mais soyons toujours restés de « pauvres pécheurs » (le chrétien était bien sûr aussi un idéal inaccessible), on ne prit pas autant conscience de dette absurde – l'illusion était d'ailleurs plus facile – que maintenant, où l'on exige de Nous, qui sommes des hommes et agissons humainement (comment pourrions-Nous faire autrement qu'être tels et agir ainsi ?) d'être des hommes, des « hommes réels » >>* (p.228)

Aujourd'hui la domination du sacré s'appelle « Homme », et le sacré requiert un dévouement absolu, le sacrifice de soi :

*<< Bref, on a une **mission vitale**, une tâche, quelque chose à réaliser et instituer par sa vie, quelque chose pour quoi elle n'est que moyen et instrument, qui vaut plus qu'elle et à quoi on la **doit**. On a un Dieu, qui réclame une **victime vivante**. Seule la barbarie des sacrifices humains s'est perdue avec le temps, mais eux sont restés intacts et il ne se passe pas d'heures sans que des criminels tombent victimes de la justice et que Nous « pauvres pécheurs », Nous immolions nous même pour l'« être humain », l'« idée de l'humanité », l'« humanité » et autres idoles ou dieux, quel que soit leur nom. >>* (p 357)

Qui est-ce qui mène cette gigantesque opération d'intimidation et de lavage du cerveau qui impose aux hommes d'être des hommes ? Evidemment c'est l'État :

*<<Quelle est donc l'idée suprême pour l'État ? Sans doute celle qu'il est une société véritablement humaine, où peut être accueilli quiconque est véritablement homme, c'est-à-dire pas **inhumain**. Aussi loin qu'aille en effet la tolérance d'un État, elle cesse à l'égard de qui n'est pas homme, de l'inhumain. Et pourtant ce « non-homme » est homme, cet « inhumain » lui-même quelque chose d'humain, qui n'est même possible qu'à un homme et pas à une bête, quelque chose précisément d'« humainement possible ». Mais bien que tout « non-homme » soit homme, l'État l'exclut : il l'enferme, faisant de ce collègue d'État un collègue de prison (ou camarade d'hôpital ou d'asile d'aliénés, avec le communisme). >> (p.227)*

Max Stirner écrivait cela en 1844 ; sa prévoyance n'était pas basée uniquement sur l'intuition mais aussi sur l'analyse des conséquences des discours libéraux et communistes. Il savait bien qu'en écrivant certaines choses avec plus d'un siècle d'avance sur leur réalisation, il se serait lui-même condamné à l'incompréhension et à l'isolement. Stirner précise qu'il n'est pas en train de parler de la société présente mais plutôt d'un idéal.

*<< Cet État – qui bien entendu, n'existe pas actuellement, mais attend encore sa création – est l'idéal du libéralisme progressiste. Une véritable « société d'hommes » doit naître, où chaque « homme » trouve sa place. Le libéralisme veut réaliser « l'homme », c'est-à-dire créer pour lui un monde qui serait le monde **humain** ou la société humaine générale (communiste). >> (p.229)*

Tout simplement, Stirner nous explique pourquoi cet État humanitaire est le pire que l'on puisse imaginer :

*<<L'État trahit son hostilité envers Moi en exigeant que Je sois homme, ce qui suppose que Je pourrais ne pas l'être et passer à ses yeux pour un « non-homme » : il M'impose l'état d'homme comme un **devoir**. >> (p. 229)*

De quelle façon cette forme de contrainte est-elle mise en route ? En tant qu'entité sacrée, l'État a une vocation d'immixtion :

*<<L'État ne peut supporter que l'homme ait des rapports directs avec l'homme : il lui faut s'y mêler comme **intermédiaire**, il lui faut **intervenir**. Ce qu'étaient le christianisme, les saints, l'Eglise, voilà ce qu'il est devenu : un intermédiaire. Il sépare l'homme de l'homme pour pouvoir se poser en « esprit » au milieu d'eux. Les travailleurs, qui réclament un salaire plus élevé, sont traités comme des criminels, dès qu'ils veulent l'obtenir par la force. Que doivent-ils faire ? Sans elle, ils ne l'obtiendront pas, mais l'État y voit un geste de justice individuelle, une fixation des prix et une libre et authentique mise en valeur de sa propriété par le Moi qu'il ne peut admettre. >> (p.296-7)*

D'après Stirner donc le capitalisme n'est pas une domination de nature strictement « matériel ». Au contraire, il se fonde d'un côté sur le fait que l'État empêche les ouvriers de déterminer d'eux même le prix de leur propre travail ; et de l'autre sur la concession de la propriété privé de la part de l'État-patron à ses vassaux bourgeois :

*<< La propriété privé vit par la grâce du **droit**. C'est en lui seul qu'elle a sa garantie – la possession n'est pas encore la propriété, elle ne devient « mienne » qu'avec l'assentiment du droit – elle n'est pas un **fait** comme le pense Proudhon, mais une fiction, une pensée. Propriété juridique, légale, garantie, ce n'est pas **grâce à Moi** qu'elle est mienne, mais **grâce au droit**. (p. 293)*

*En revanche, il (l'État) est très intéressé à ce que les individus qui font de lui leur Moi, participent à sa richesse et il les fait participer à sa propriété, les apprivoisant par cette récompense. Mais elle reste sa propriété, et chacun n'en a que l'usufruit qu'aussi longtemps qu'il s'assimile au Moi de l'État ou qu'il est un « membre loyal de la société » ; sinon, elle lui est confisquée ou réduite à néant par des poursuites pénales. (p. 294-5)*

*Dans les expropriations, délivrances d'armes et autre opérations semblables (lorsque, par exemple, le fisc recueille les héritages dont les bénéficiaires ne sont pas annoncés à temps), le principe, habituellement caché, que seul le peuple, « l'État », est le propriétaire et l'individu vassal, saute clairement aux yeux.>> (p. 295)*

Avec la critique stirnerienne on éclate tous les mythes de la bourgeoisie, laquelle se révèle n'être qu'une classe de vassaux, de valets qui vivent à l'ombre et sous la protection constante de l'État. C'est pour ça justement que Stirner est radicalement alternatif à Marx : le marxisme est toute une apologie de la bourgeoisie, toute une manifestation de sujétion psychologique à son égard. Par contre tous les mythes de la bourgeoisie : propriété privée, concurrence, mérite, sont destitués de tout fondement :

*<< C'est là-dessus seulement, sur ce titre légal, que s'appuie la bourgeoisie. Le bourgeois est ce qu'il est par la protection et la grâce de l'État. Il devrait craindre de tout perdre, le jour où la puissance de l'État sera brisée. (p.174)*

*La « libre concurrence » est-elle vraiment « libre », est-elle même vraiment une « concurrence », à savoir celle de personnes, comme elle prétend l'être, fondant son droit sur ce titre ? (...)*

*La libre concurrence n'est pas « libre », parce que la chose qui la permet Me fait défaut. Il n'y a rien à objecter à ma personne mais, n'ayant pas la chose, Je dois aussi retirer la première. Qui a donc cette chose nécessaire ? Cet industriel peut-être auquel Je pourrais la prendre ? Non, c'est l'État qui en est le propriétaire, lui ne l'a qu'en fief, ne fait que la posséder. (p. 302-3)*

*La bourgeoisie est la noblesse du mérite, sa devise « tout service mérite récompense ». Elle a combattu la noblesse « fainéante », car à ses yeux de noblesse travailleuse, acquise par le zèle et le mérite, ce n'est pas plus l'homme « bien né » que Moi qui suis libre, mais l'homme « méritant », l'honnête serviteur de son roi, de l'État ou du peuple dans les États constitutionnels. (...)*

*Mais si les hommes de mérite passent pour libre – car qu'est-ce qui peut bien manquer de cette liberté à laquelle ils aspirent au bourgeois bien établi et au fidèle fonctionnaire ?- cela signifie qu'être libre c'est « servir » : le serviteur obéissant voilà l'homme libre! >> (p. 165)*

La définition correcte du genre de société dans laquelle nous vivons, ce n'est pas, selon la vision stirnerienne, celle de « société capitaliste », mais plutôt celle de « société hiérarchique ». Qu'est-ce que Stirner entend précisément par hiérarchie ?

*<< La hiérarchie, c'est la domination des pensées, la domination de l'esprit !*

*Jusqu'à aujourd'hui, Nous sommes hiérarchiquement opprimés par ceux qui s'appuient sur des pensées. Les pensées son le sacré. >> (p. 139)*

On en conclut que Stirner ne se rallie pas à l'idéal libéral de la liberté de pensée :

*<< Mais la liberté des pensées est celle des « enfants de Dieu » et, en même temps, la plus impitoyable – hiérarchie ou domination de la personne; car c'est Moi qui succombe à la pensée. Si les pensées sont libres, je suis leur esclave, Je n'ai aucun pouvoir sur elles, elles Me dominent. Mais Moi, Je veux posséder la pensée, être à la fois plein de pensées et sans pensées, aussi, au lieu de la liberté de pensée, Me réserve-Je l'absence de pensée.>> (p.378)*

La thèse de Stirner clarifie que les mots, une fois qu'ils sont fixés en valeurs, constituent un véhicule de l'irruption du sacré, c'est-à-dire de la tyrannie :

<< **Tout ce qui est sacré est un lien, une chaîne.** >> (p. 162)

Il arrive ainsi que ces soi-disant « valeurs », en s'imposant, deviennent leur contraire :

<< Avec le religion et la politique, l'homme se trouve dans la sphère du devoir : il **doit** devenir ceci ou cela, être tel ou tel. C'est avec ce postulat, ce commandement que chacun se présente non seulement devant les autres, mais aussi devant lui-même. Ces critiques dont Je parle disent : Tu dois être un homme complet, un homme libre est ils sont eux aussi tentés de proclamer une nouvelle **religion**, d'établir un nouvel absolu, un idéal, celui de la liberté. Les hommes **doivent** devenir libres ; ainsi pourrait-on voir se lever des **missionnaires** de la liberté comme le christianisme en fit, convaincu que tous étaient proprement destinés à devenir chrétiens. La liberté se constituerait alors, comme jusqu'à maintenant la foi en Eglise et la morale en État, en nouvelle **communauté**, foyer d'une semblable « propagande ». S'il n'y a, bien entendu, rien à objecter à une association, on ne doit en revanche s'opposer que plus vigoureusement à tout rajeunissement de la vieille **providence** et du principe de la « formation », d'après lequel il faut **faire quelque chose de nous**, des chrétiens, des sujets ou des hommes libres, peu importe. >> (p. 285-6)

Lorsque la liberté est métamorphosée en une valeur absolue, elle devient un fantôme et elle ne peut pas être exercée par les hommes tel qu'ils sont, parce que ces derniers pourraient en abuser. Ce fantôme de la liberté finit ainsi par n'appartenir qu'à un **homme idéal**, qui est lui aussi un fantôme :

<< On la réclame encore [la liberté de presse n.d.r.] sous le nom de « droit humain général », à quoi on peut à juste raison objecter que chaque homme ne sait pas l'utiliser correctement, chaque individu n'étant pas véritablement homme. Aucun gouvernement ne l'a jamais refusée à **l'homme** en tant que tel, mais **l'homme**, justement, n'écrit pas, étant un fantôme ; en revanche, il l'a toujours refusée seulement à des **individus** et l'a accordée à d'Autres, ses organes par exemple. Si l'on veut donc l'avoir pour Tous, il faut précisément affirmer qu'elle est faite pour l'individu, pour Moi et non pas pour l'homme ou pour l'individu dans la mesure où il est homme. >> (p.324-5)

Pareillement la liberté du peuple ne comporte pas l'effective liberté de chacun, mais plutôt l'exaltation de cette entité sacrée nommée peuple :

<< Un peuple ne peut être libre autrement qu'aux dépense de l'individu, car dans cette liberté, ce n'est pas ce dernier, mais le peuple qui est essentiel. Plus libre est le peuple, et plus lié l'individu : c'est ainsi précisément à son époque de plus grande liberté que le peuple athénien a institué l'ostracisme, banni les athées et empoisonné son penseur le plus pur. >> (p. 260)

Mais la liberté du fantôme peuple demande d'être protégée :

<< Le peuple lance furieusement la police sur tout ce qui lui paraît immoral ou seulement inconvenant, et cette rage populaire de la morale protège plus cette institution que le gouvernement ne saurait jamais le faire. >> (p. 284)

La démocratie n'est pas alternative à la tyrannie, étant elle-même une tyrannie collective, qui en plus dicte les conditions pour que s'installent des tyrannies personnelles :

<<La République n'est pas autre chose que la monarchie absolue. Il n'importe, en effet, que le monarque soit prince ou peuple, tous les deux étant une « majesté ». (p.272)

<< Princes et peuples existeront aussi longtemps qu'ils ne disparaîtront pas **tous les deux ensemble.** >> (p.274)

<< *Qui parle du peuple, doit parler du prince ; car le premier, pour devenir sujet et faire son histoire, doit, comme tout être agissant, avoir **une tête**, son « chef ».* >> (p.274)

L'exemple le plus paradoxal de la façon dont la tyrannie des concepts produit exactement leur contraire est sans aucun doute celui de l'amour :

<< *Les gens moraux se sont **mis en tête** une chose qui doit être réalisé. Ainsi ont-ils une **conception** de l'amour, de la bonté etc... qu'ils voudraient voir **réalisée**; c'est pourquoi ils veulent fonder sur terre un royaume de l'amour, où personne n'agira plus par intérêt personnel, mais tous « par amour ». L'amour doit **régner**. Comment nommer ce qu'ils se sont mis en tête autrement qu'une **idée fixe** ? Oui, ils ont « la tête pleine de fantômes », dont le moins oppressant n'est pas **l'homme**. Que l'on pense au proverbe : « le chemin de l'enfer est pavé de bonnes intentions » ; l'intention de réaliser totalement en soi l'humanité, de devenir homme totale est de cette espèce pernicieuse comme les intentions de devenir bon, noble, aimable etc.* >> (p.140)

Stirner s'arrête sur les conséquences destructives des bonnes intentions : au bien-intentionné tout est permis, il n'y a pas d'inhibition qui puisse le tenir en bride :

<< *Vous aimez l'homme, c'est pourquoi Vous faites souffrir l'homme individuel, l'égoïste : votre amour de l'homme n'est que persécution de l'homme.* >> (p. 329)

Stirner démontre comment les amoureux de l'amour vivent dans un état de colère et de haine à l'égard de leurs semblables :

<< *Qu'a donc trouvé ton amour des hommes ? Rien que des hommes indigne d'être aimés ! Et d'où sortent ils tous ? De Toi, de ton amour des hommes ! Tu as apporté avec Toi, dans ta tête, le pécheur et c'est pourquoi Tu l'as trouvé et supposé partout. Ne traite pas les hommes de pécheurs, ils ne le seront pas : c'est Toi seul qui crées les péchés. C'est Toi qui T'imagines aimer les hommes. Toi qui précisément les jettes dans la boue du péché, qui distingues entre vicieux et vertueux, hommes et non-hommes, Toi qui les souilles de ta bave de possédé. Tu n'aimes pas **les** hommes, en effet, mais l'homme.* >> (p. 391)

Il y a donc une vocation inquisitoriale, punitive, vindicative de tous ceux qui professent des « principes sacrés » :

<< *Un homme, dans lequel Je ne reconnais pas « l'homme », est un « pécheur », un « coupable ».*  
*On ne peut être criminel que par rapport à quelque chose de sacré : Tu ne peux jamais l'être par rapport à Moi, mais seulement mon adversaire. Le simple fait, cependant, de ne pas haïr quelqu'un qui porte atteinte au sacré, est déjà un crime comme le montre bien cette exclamation de Saint-Just contre Danton : « N'es-tu pas un criminel, responsable de ne pas avoir haï les ennemis de la patrie ? ».* >> (p. 250-1)

La cible de Stirner est donc la religiosité qui domine dans cette société prétendue laïque est sécularisée :

<< *Car ce qui fait le fond de la mentalité religieuse, c'est l'insatisfaction au sujets de **l'homme actuel**, c'est-à-dire l'affirmation d'une « **perfection** » à atteindre, d'un « homme luttant pour son accomplissement » (« C'est pourquoi vous devez être parfaits comme votre Père céleste est parfait » - Mathieu V, 48) – bref, la fixation d'un idéal, d'un absolu. La perfection est le « bien suprême », la finis bonorum ; l'idéal, pour, chacun, l'homme accompli, l'homme véritable, libre, etc...>> (p. 286)*

Pour démolir les prétentions de la religion, il faut démanteler tout d'abord cette prétendue imperfection des hommes :

*<< La religion a établi le principe que Nous sommes tous des pécheurs et Je lui oppose, pour ma part celui-ci : Nous sommes Tous parfaits ! Nous sommes en effet à chaque instant tout ce que Nous pouvons être et n'avons jamais besoin d'être plus. N'étant affligés d'aucun manque, le péché n'a pour Nous aucun sens : que l'on Me montre encore un pécheur dans le monde, à partir du moment où plus personne ne doit agir pour la satisfaction d'un être supérieur ! >> (p. 390)*

Les prétentions de la religion de l'humanité se révèlent de même sans fondement :

*<< Pas un mouton, pas un chien ne s'efforce de devenir un « vrai mouton », un « vrai chien » : aucun animal ne considère son être comme sa tâche, c'est-à-dire comme un concept qu'il doit réaliser. Il se réalise en cela même qu'il vit sa vie jusqu'au bout, épuisant ses forces vitales, c'est-à-dire se dissout et s'écoule. Il ne réclame pas d'être ou de devenir **autre chose** que ce qu'il est.*

*Est-ce à dire que Je vous conseille de devenir semblables aux animaux ? Je ne peux pas Vous y encourager, car ce serait encore une tâche, un idéal (« L'abeille peut T'en remontrer en fait d'ardeur au travail ! ») et, de plus, la même chose que de souhaiter aux animaux de devenir des hommes. Votre nature est humaine, c'est ainsi : Vous êtes des natures humaines, c'est-à-dire des hommes et c'est précisément parce que Vous l'êtes déjà que Vous n'avez pas à le devenir. >> (p.366)*

Stirner précise ainsi les termes de son refus du soin religieux et du christianisme :

*<< Les cercle magique du christianisme serait rompu, si la tension entre existence et mission, autrement dit entre Moi tel que Je suis et Moi tel que Je dois être, cessait. >> (p.396)*

Cette thèse précise nettement la coupure qui existe entre Stirner et les autres critiques du christianisme et de l'humanisme. Nietzsche, par exemple, refuse lui aussi le Christ et l'Homme, mais seulement pour indiquer une nouvelle mission, un nouvel idéal de perfection, une nouvelle religion, c'est-à-dire le « surhomme ».

Dans ce sens toutes les prétentions de transformer, en partant de Stirner, l'individu en un nouveau fétiche à adorer, se révèlent comme absurdes et arbitraires. Pour Stirner l'individu n'est pas un idéal à cultiver ni par auto-éducation ni par la recherche de l'originalité ou du style personnel, et la preuve en est que dans ses pages on ne trouve jamais aucune esquisse de mépris à l'égard de la « masse ». Pour Stirner l'individualité n'est pas une arme nouvelle pour le terrorisme psychologique, mais une simple donnée de nature et il faut l'accepter tel qu'elle est. Bref, Stirner ne fait pas partie du troupeau de ceux qui ne veulent pas faire partie du troupeau. Toute interprétation de Stirner en sens aristocratique et élitaire prouverait qu'on ne l'a même pas lu.

Après tout ce qu'on a dit jusqu'à maintenant, on peut dégager que Stirner ne critique jamais et en aucun cas le système de domination actuel au nom d'une propre présumée supériorité morale. L'attaque contre une hiérarchie fondée sur la morale ne peut pas être menée en requérant des catégories morales alternatives :

*<< On fait très grand bruit au sujet de l' « injustice séculaire » commise par les riches à l'égard des pauvres. Comme s'ils étaient responsables de la misère, et les pauvres innocents de la richesse ! (...) En quoi consiste donc le crime des riches ? « Dans leur dureté de cœur ! » Mais qui a donc entretenu les pauvres, qui s'est soucié de les nourrir quand ils ne pouvaient plus travailler, qui a distribué des aumônes, ces aumônes qui tirent leur nom du mot « compassion » (eleemosyne) ? (p. 307)*

*Je n'en veux pas à la classe bourgeoise de n'avoir pas voulu se laisser détourner de ses buts pas Robespierre, c'est-à-dire d'avoir consulté son égoïsme sur la question de savoir jusqu'où elle*

*pouvait donner champ à l'idée révolutionnaire. On pourrait en revanche en vouloir – si seulement on pouvait le faire en ce domaine – à ceux qui se sont laissé détourner de leurs propres intérêts par ceux de la bourgeoisie. Et pourtant, n'apprendront-ils pas également, tôt ou tard, à comprendre leur intérêt ?>> (p. 144-5)*

L'indication que Stirner donne à celui qui se trouve dans l'état d'opprimé, ce n'est pas de revendiquer ses droits mais de vendre au prix fort sa propre marchandise :

*<< À la question : « Qu'est-ce qui assure votre propriété, privilégiés ? », ils se donneront eux-mêmes la réponse : « Que Nous nous abstenions d'y porter la main, autrement dit, **notre** protection ! Et que Nous donnez-Vous en échange ? Coups de pied et mépris pour le « bas peuple », une surveillance policière et un catéchisme, dont la maxime principale est « Respecte ce qui n'est **pas tien**, le bien **d'autrui** ! Respecte les Autres et particulièrement tes supérieurs ! » Mais Nous répondons : « Si Vous voulez notre respect, **achetez-le** au prix qui Nous convient ! » >> (p. 310)*

*<<De notre côté, Nous pensons aussi produire des choses que Vous devriez nous payer plus cher que le salaire normal. Nous serons déjà arrivés à un accord, si Nous convenons seulement de ce que personne n'a plus besoin de **faire cadeau** de quoi que se soit à un Autre. Nous pourrions ensuite aller jusqu'à payer aux infirmes, aux malades et aux vieillards la somme qui leur permettra de ne pas mourir de misère et de faim ; car si Nous voulons qu'ils vivent, il convient aussi que Nous payions pour la réalisation de notre volonté. Je dis bien « payer » et ne parle pas de quelque misérable « aumône ». Leur vie est en effet aussi la propriété de ceux qui ne peuvent travailler ; si Nous voulons (peu importe pour quelle raison) qu'ils ne nous en privent pas, Nous ne pouvons l'obtenir qu'en l'achetant. Nous voudrions même peut-être, parce que Nous aimons bien, par exemple, avoir des visages amicaux autour de Nous leur assurer l'aisance. Pendant des siècles, Nous vous avons, par... stupidité bienveillante, fait l'aumône, versé l'obole des pauvres et donné aux maîtres – ce qui ne leur appartient pas ; maintenant, ouvrez votre bourse, car désormais notre marchandise va monter à des prix énormes. >> (p.311)*

La révolte contre l'État ne peut pas donc se rapporter à des motivations idéales ou à des instances morale (cela ne veut pas dire qu'elle doit tomber dans l'immoralisme ou dans d'autres pièges congénères) mais elle doit se fonder simplement sur le refus de toute obligation d'obéissance, autrement dit, sur ce que l'État appelle dédaigneusement l'arbitraire individuel :

*<< La **volonté propre** du Moi est la perte de l'État, aussi la flétrit-il sous le nom d' « obstination ». Ce sont deux puissances mortellement ennemies entre lesquelles toute « paix éternelle » est impossible. >> (p. 243)*

La notion d'une volonté propre chez Stirner n'a pas, comme on peut le voir, aucune connotation mystique ou d'exaltation de ses propres capacités psychiques, comme c'est le cas par exemple de Schopenhauer, mais plutôt elle indique simplement le refus de toute dette d'obéissance, c'est-à-dire l'affirmation selon laquelle les décisions sont valables seulement pour ceux qui les acceptent !

Chez Stirner il y a donc une identité parfaite entre la lutte politique et la lutte économique : la revendication de l'arbitraire individuel a son correspondant précis dans la revendication de la libre détermination du prix du travail de la part du moi :

*<< L'État repose **sur l'esclavage du travail**. Si le travail devient **libre**, l'État est perdu. >> (p. 175)*

Dans l'ordre de l'État, la force de travail **n'est pas** considérée comme une propriété de l'individu-travailleur mais plutôt comme une propriété sociale. Cela est valable aussi et surtout dans l'économie capitaliste, où la propriété **individuelle** ne trouve pas de place. Celle-ci peut paraître une



affirmation paradoxale, mais elle semble telle seulement parce que l'on confond la propriété individuelle avec la propriété privé :

*<< Dans l'État, il n'y a pas de propriété, c'est-à-dire aucune propriété de l'individu, mais seulement celle de l'État. C'est de lui seul que je tiens ce que j'ai, par lui seulement que je suis ce que Je suis ; ma propriété privée consiste seulement en ce qu'il m'abandonne de **la sienne**, en **réduisant** (privant) celle d'autres membres de l'État : elle est propriété de l'État. >>*

Il est évident que la critique communiste du capitalisme est sans aucun fondement : cette critique en effet se base sur une équivoque, c'est-à-dire l'identification de l'« l'individuel » avec le « privé ». Les communistes, par conséquent, identifient le capitalisme avec l'individualisme, et ils pensent s'opposer à ce même capitalisme avec un système d'obligations sociales. L'idéologie du capitalisme **n'est pas** l'égoïsme, mais c'est le discours selon lequel les capitalistes **doivent** suivre leur intérêt personnel parce que cela serait à l'avantage de la communauté entière, tandis que les ouvriers **doivent** se sacrifier au nom du même bien commun. C'est l'État qui se charge, au nom de la propriété sociale du travail, de lier et de maintenir bas les salaires. Cela se produit avec plusieurs techniques. Tout d'abord l'État établit une paupérisation générale précisément pour obliger les travailleurs à des conditions contractuelles désavantageuses :

*<< Le paupérisme est **l'absence de valeur du moi**, la manifestation de mon impuissance à Me réaliser : aussi État et paupérisme sont-ils une seule et même chose. L'État ne Me laisse pas parvenir à ma valeur et ne subsiste que grâce à mon absence de valeur. Il ne songe à tout moment qu'à **tirer profit de Moi**, c'est-à-dire à M'exploiter, à Me dépouiller, à M'utiliser, ne serait-ce qu'en Me faisant pourvoir à ma descendance (ou « proles » : le prolétariat). Il veut que je sois « sa créature ». >> (p. 296)*

*<< L'État veut faire quelque chose des hommes, aussi n'y a-t'il en son sein que des hommes **fabriqués** : quiconque veut être lui-même est son ennemi et « n'est rien », ce qui signifie qu'il ne l'emploi pas, ne lui confie aucune position, aucun poste, aucun métier, etc. ... >> (p. 272)*

Cet état de pauvreté expose le travailleur au chantage :

*<< Dans le régime bourgeois, les travailleurs tombent toujours sous la coupe des possédants, c'est-à-dire de ceux qui disposent d'un bien d'État quelconque – et tout ce qui est possédable est bien d'État et lui appartient, n'étant que fief pour les individus – principalement argent ou biens au soleil, en un mot des capitalistes. Le travailleur ne peut **faire valoir** son travail selon la valeur qu'il a pour celui qui en jouit. « Le travail est mal payé ! » Oui, mais le capitaliste en tire le profit maximum. Seul le travail de ceux qui rehaussent l'éclat et étendent la domination de l'État – ses **grands serviteurs**, les hauts fonctionnaires – est bien et plus que bien payé. >> (p. 174)*

D'ailleurs le travailleur n'est pas soumis seulement à un chantage de genre matériel, mais aussi à toute une série de chantages moraux. Toute revendication monétaire de la part de l'ouvrier, on la fait passer comme une louche avidité d'argent, et de plus on impose le principe selon lequel chaque augmentation de salaire doit être liée à une augmentation de prestation de travail. C'est justement contre cette idée du pouvoir démoniaque de l'argent et contre la tendance à lier le salaire à la productivité qu'il faut lutter :

*<< Ce n'est pas l'argent qui Vous porte préjudice, mais votre impuissance à le prendre. Mettez vos moyens en œuvre, rassemblez vos forces, et Vous ne manquerez pas d'argent, ce sera de plus votre argent, l'argent de **Votre** frappe. Mais travailler, Je n'appelle pas cela « mettre en œuvre ses moyens ». Ceux qui ne font que « chercher du travail », qui « veulent travailler dur », se préparent eux-mêmes un inévitable chômage. >> (p. 314)*

L'État met à exécution tout un terrorisme des bons sentiments, ou autrement dit, une suite de discours sur la fraternité, appliqués à différents niveaux. Il y a par exemple la « solidarité nationale » :

*<< Voyez la ridicule sentimentalité avec laquelle un Allemand saisit la main d'un autre Allemand et la serre avec un frisson religieux, parce que celui-ci « est aussi un Allemand » ! Ce qui en fait « quelqu'un de bien » ! Mais tout cela passera sans doute encore pour touchant, aussi longtemps que l'on s'enthousiasmera pour la « fraternité », c'est-à-dire aussi longtemps que l'on aura une « **mentalité familiale** ». Les Nationaux qui veulent fonder la **grande famille des Allemands**, ne peuvent se libérer des superstitions de la « piété filiale », de la « fraternité », du « sentiment filiale » ou, de quelque autre nom dont le parent les phrases pieuses et sensibles, de l'**esprit de famille**.>> (p. 275-6)*

On voit bien que la critique pacifiste classique du nationalisme n'a pas de sens. C'est inutile en effet d'affirmer que le nationalisme cache des « intérêts invouables », sans attaquer son fond sentimental. Si on est pas prêt à combattre le terrorisme des bons sentiments, il arrivera de nouveau aux pacifistes ce qui leur est toujours arrivé par le passé : dès que la patrie est menacée ils vont courir en masse comme volontaires. En plus du terrorisme sentimental de caractère nationaliste, l'État en met un autre en exécution de nature plus généralement sociale et humaine. Tout cela au nom de l'amour, c'est pourquoi l'État n'est rien d'autre que l'« amour réalisé » :

*<< Ce que l'on nomme État est un tissu, un réseau de dépendances et d'adhésions, une **appartenance**, un rapprochement et une cohésion, dans laquelle les éléments assemblés s'adaptent entre eux, bref sont dépendants les uns des autres. L'État est l'**ordre de cette dépendance**. (...) Mais est-ce que ce rêve d'amour – s'adapter et être attachés les uns aux autres, dépendre les uns des autres – est vraiment capable de Nous gagner ? Selon lui, l'État serait l'**amour réalisé**, où chacun existerait et vivrait pour les autres. Le sens de l'ordre étouffe-t-il celui de la volonté individuelle ?>> (p. 268)*

Attaquer l'État au nom de l'amour est un contresens, puisque l'État est déjà la politique de l'amour ; c'est la raison pour laquelle on peut faire appel seulement à l'intérêt personnel :

*<< Ici, c'est l'égoïsme, l'intérêt personnel, qui doit décider et non le principe d'**amour** ou des motivations du même ordre, telles que la pitié, la douceur, la bonté ou même la justice et l'équité (car la « justitia » aussi est une manifestation de l'amour, un produit de celui-ci) : l'amour, qui exige le « sacrifice », ne connaît que des **victimes**. >> (p. 298)*

L'État-amour est un Moloch qui demande des sacrifices humains, contre lequel il n'y a d'autre défense que la revendication de l'intérêt personnel et de l'arbitraire personnel illimité. Jusqu'à présent, par contre, la lutte pour la liberté contre les différents pouvoirs qui se sont succédés historiquement, n'a pas eu d'autre issue que la recherche d'un nouveau maître :

*<<La « liberté individuelle », sur laquelle veille jalousement le libéralisme bourgeois, ne signifie nullement une auto-détermination totalement libre, par laquelle Mes actions seraient entièrement **Miennes**, mais seulement Mon indépendance vis-à-vis **des personnes**. Est individuellement libre qui n'est responsable devant **personne**. (p. 167-8)*

*Dans l'État bourgeois, il n'y a que des « gens libres », que l'on **oblige** à mille chose, au respect, à une profession de foi, etc. ...Mais qu'est-ce que cela peut faire, puisque ce n'est que l'État, la loi qui les contraint, et non pas un homme quelconque !*

*La bourgeoisie veut un souverain **impersonnel**. >> (p. 169)*

La démocratie bourgeoise s'identifie à la domination impersonnelle de l'État : les partisans de la démocratie directe, par contre, confondent la hiérarchie avec le verticalisme, et donc ils cherchent un maître **horizontal**, qui les domine bien sûr, mais tout en leur donnant l'impression de rester à leur même niveau. Mais la domination de l'assemblée du peuple, n'est pas moins oppressive de celle de l'État à structure verticalo-bureaucratique :

*<< Tout État est despotisme, qu'il y ait un seul ou plusieurs despotes ou que tous soient les maîtres, comme on se le représente d'une république, c'est-à-dire que l'Un soi le tyran de l'Autre. Ce qui est le cas, en effet, lorsque chaque loi respective, claire expression de la volonté d'une assemblée nationale, devient une **loi** pour l'individu qui, désormais, lui **doit obéissance**, ayant envers elle un **devoir d'obéissance**. >> (p. 243)*

D'autres cherchent un maître encore plus spiritualisé, la conscience ; en effet, la conscience n'est rien d'autre que l'esprit de toutes ces autorités qu'on ne trouve pas inconvenant à combattre sur le plan **strictement matériel** :

*<< Etant enfin décidé à ne pas s'en laisser imposer plus longtemps par les choses existantes et palpable, on hésita peu à se révolter contre l'État et à renverser les lois existantes ; mais qui eût osé pécher contre **l'idée** d'État, refuser de se soumettre au **concept** de loi ? (p.150-1)*

*Il n'est, par exemple, pas difficile de s'émanciper des commandements de ses parents ou des avertissements de l'oncle et de la tante, de se soustraire aux prières du frère et de la sœur. Mais l'obéissance refusée se porte facilement à la conscience et, moins on cède à des exigences isolées parce qu'on les tient pour déraisonnables après les avoir examinées rationnellement à la lumière de sa propre raison, plus on met de conscience à s'attacher à la piété filiale, à l'amour de la famille et plus on a des difficultés à se pardonner un péché contre une **représentation** que l'on s'est faite de l'amour familial et du devoir de la piété filiale. (p. 151)*

*Et cette « famille », intériorisée et dématérialisée jusqu'à n'être plus qu'une idée, une représentation est maintenant tenue pour le « sacré », dont la tyrannie est dix fois pire parce qu'elle élève la voix dans Ma conscience. (p.151)*

*Il en est pour la morale comme pour la famille. Plus d'un se déclare affranchi de mœurs, qui l'est très difficilement du concept de la « morale ». >> (p.152)*

La conscience est donc un « policier intérieur » :

*<< La « conscience », espion toujours à l'écoute, surveille chaque mouvement de l'esprit, chaque acte, chaque pensée étant une « affaire de conscience », c'est-à-dire une affaire de police. (...) Ainsi le sacré a-t-il été « introduit dans la conscience » et si l'on ne se libère pas de la conscience, de la conscience du sacré, on peut certes agir sans scrupules, mais jamais sans conscience. (p. 152)*

*Devant le sacré, on perd tout sentiment de force et tout courage, on a avec lui des rapports d'impuissance et d'humilité. Pourtant, rien n'est sacré en soi, mais seulement parce que Je **l'ai déclaré sacré** par Ma sentence, Mon jugement, Ma génuflexion, bref Ma conscience.*

*Sacré est tout ce que l'égoïste ne doit pas approcher, pas toucher, tout ce qui doit échapper à son pouvoir, c'est-à-dire être au-dessus de lui ; sacré est, en un mot, toute **affaire de conscience**, car dire « ceci est pour Moi affaire de conscience » équivaut à dire « Je tiens ceci pour sacré ». >> (p.138)*

Stirner préfigure par conséquent un monde en proie à l'arbitraire personnel, sans aucun lien légal, moral, ou de conscience. Une pareille perspective n'est pas conditionnée ni subordonnée au projet d'une éducation préventive, parce qu'une telle éducation ne peut déboucher qu'en une impulsion à l'auto-humiliation :

<< Celle-ci (l'« influence morale » n.d.r.) commence avec **l'humiliation**, elle n'est pas autre chose que cette humiliation même de l'âme que l'on brise et courbe pour lui inculquer l'humilité. Si Je crie à quelqu'un de s'éloigner d'un rocher qu'on va faire sauter, Je n'exerce par là aucune influence morale, non plus que si Je dis à un enfant : « Tu aura faim, si Tu ne manges pas ce qui est servi sur la table », mais si Je lui dis « Tu dois prier, honorer père et mère, respecter le crucifix, dire la vérité, etc....car s'est le propre de l'homme et sa mission » ou même « car c'est la volonté de Dieu », l'influence morale est alors complète : un homme doit s'incliner devant la **mission de l'homme**, être obéissant et humble, abdiquer sa volonté devant une volonté étrangère érigée en règle et en loi. Il doit **s'abaisser** devant un **supérieur** dans un acte d'abaissement volontaire : « Celui qui s'abaisse sera élevé ». >> (p. 146)

Aucun autre n'est arrivé comme Stirner à esquisser la profonde violence inhérente à l'éducationnisme :

<< Pauvres êtres, Vous qui pourriez vivre si heureux, si Vous aviez le droit de sauter à votre fantaisie. Vous devez danser au son de la flûte du maître d'école et montreur d'ours, pour exécuter des tours d'adresse auxquels Vous ne vous exerceriez au grand jamais par Vous-mêmes. Et Vous ne ruez pas enfin une fois contre le fait que l'on vous prend toujours pour autres que Vous voulez vous donner ? Non, Vous vous présentez vous-mêmes mécaniquement la question posée : « À quoi suis-je appelé ? Que **dois-Je** faire ? » Ainsi n'avez Vous qu'à interroger, et l'on vous **dît** et **commande** ce que Vous devez faire, on Vous indique votre mission ou bien encore Vous vous l'ordonnez et imposez vous-mêmes, conformément aux prescriptions de l'esprit. Et c'est ainsi que l'on obtient la formule suivante pour définition de la volonté : « Je veux ce que Je dois ». >> (p. 361)

De plus l'idée de vouloir éduquer transforme chaque homme en éducateur c'est-à-dire qu'il fait en sorte que chacun voit ses semblables seulement comme de la matière à pétrir. Presque un siècle avant, par exemple, que le communisme prenait le pouvoir, Stirner en avait déjà saisi parfaitement la tendance à la **rééducation** :

<< Quand le communiste voit en Toi l'homme, le frère, Tu ne le dois qu'au côté « dominical » de sa doctrine : son côté « hebdomadaire » ne Te considère absolument pas comme un homme sans plus, mais comme un travailleur humain ou un homme travailleur. (...) Si tu étais un « fainéant », il ne méconnaîtrait certes pas l'homme en Toi, mais s'efforcerait de purifier cet « homme paresseux » de sa paresse et de t'amener à croire que le travail est la « destinée et la vocation » de l'homme. >> (p. 180)

Sans loi, sans morale, sans conscience, sans éducation...mais alors ça serait le chaos ! Et pourquoi donc ? Stirner répond à cette appréhension de la façon la plus raisonnable :

<< Les chrétiens ont représenté dans leur « Dieu » la manière dont on peut n'agir que de sa propre initiative et sans se préoccuper d'autre chose. Dieu agit « comme il lui plaît ». Et l'homme, ce fou, qui pourrait faire exactement la même chose, doit au contraire agir « comme il plaît à Dieu » ! Que si l'on dit par ailleurs que Dieu agit d'après des lois éternelles, cela s'applique aussi à Moi, qui ne puis non plus sortir de ma peau, mais trouve dans toute ma nature, c'est-à-dire en Moi, ma loi.

Mais il suffit que l'on Vous rappelle à Vous-mêmes pour Vous plonger dans le désespoir. « Qui suis-Je ? », s'interroge chacun de Vous. Un abîme d'instincts sans règles ni lois, de convoitises, de désirs et de passions, un chaos sans lumière ni étoile pour guide ! (...) Ma passion Me donnera précisément les conseils les plus fous. Ainsi chacun se tient-il pour...le **diable**, car s'il ne se tenait que pour animal, (en admettant, qu'il ne se soucie pas de la religion, etc....), il constaterait aisément que ce dernier, qui n'obéit pourtant qu'à ses instincts (sa réflexion, pour ainsi dire), ne se décide pas aux actions « les plus insensées », mais n'a que des actes appropriés. >> (p. 214-5)

Mais Stirner ne se borne pas à démolir les prétentions régulatrices de la morale. Il veut surtout montrer que la religion, la loi, la morale, etc. ... sont des véritables multiplicateurs de la destructivité humaine :

*<< Mais que penseriez-Vous, si quelqu'un Vous répondait que les histoires d'obéissance à Dieu, à la conscience, aux devoirs et aux lois, etc. ...ne sont que fadaïses, dont on Vous a bourré la cervelle et le cœur et avec lesquelles on Vous a rendu fous ? Et s'il Vous demandait ce qui vous permet de savoir si sûrement que la voix de la nature est trompeuse ? et Vous proposait de renverser les choses et de tenir précisément les voix de Dieu et de la conscience pour diaboliques ?>> (p. 215)*

Ce que Stirner veut dire est clair : le choix qui se pose ne se situe pas entre l'arbitraire personnel d'un côté et l'ordre legal-moral de l'autre. Le choix réel se trouve entre un arbitraire personnel nu et par conséquent sans danger, et un arbitraire personnel qui, grâce aux armes de la morale et de la loi, peut assumer une légitimation, une puissance et une impunité, et qui peut donc exalter excessivement sa composante destructive, laquelle sinon serait restée de dimensions inoffensives. Si un sadique reste livré à lui-même il risque d'être obligé à passer sa vie à se défouler en arrachant les ailes aux mouches. Si par contre, il trouve sur sa route la valeur de la « justice », alors il pourra appeler « justice » la poursuite de ses inclinations punitives et de son plaisir à infliger des souffrances. Si en plus, ce sadique peut exercer la fonction de juge, alors, grâce à la gestion de la loi il deviendra maître d'une puissance énorme, que la nature ne mettait pas à sa disposition. Dans l'exercice de la loi, ce sadique trouvera aussi le privilège de l'impunité, parce que celui qui gère la loi est au dessus de la loi, c'est-à-dire qu'il peut violer la loi à son goût au nom de la justice. Si en effet ce juge est découvert et dénoncé au moment où il viole la loi, alors ses collègues le protégeront par solidarité de caste, pour éviter d'être, dans l'avenir, atteints eux aussi.

La loi, la morale, la religion, sanctifient tout ce qu'elles touchent. Le dicton « Si Dieu n'existait pas tout serait permis » s'est révélé faux : en réalité il faudrait le modifier en : « Si Dieu ou la morale, ou la loi est de mon côté, alors tout m'est permis » ; ainsi les nazis portaient l'inscription « Dieu est avec nous » sur leur ceinturon.

*<< Qu'ils obéissent en cela nécessairement au principe selon lequel « la fin justifie les moyens » va de soi : la place-t-on dans le bien de l'État que la guerre devient un moyen sanctifié, l'État la voit-il dans la justice que la peine de mort s'en trouve justifiée et reçoit alors le nom vénérable d' « exécution ». Ainsi l'État consacre-t-il tout ce qui lui profite. >> (p. 167)*

Dieu est donc une invention du diable, c'est-à-dire une invention de cet égoïsme qui ne veut pas se promener désarmé mais qui veut multiplier son agressivité. Stirner nous laisse avec cet avertissement ; mais pas seulement avec celui-ci. Il attire notre regard sur le fait que la soi-disant « modernité » est une structure fragile et fautive, exposée à la contro-offensive de l'obscurantisme religieux, à la disposition duquel elle met un impressionnant appareillage d'immixtion. Autrement dit, le « moderne » n'est rien d'autre qu'un expédient du sacré pour briser toutes les barrières possibles à son sans-gêne.

## APPENDICE

### **LA REVOLUTION FRANÇAISE SELON MAX STIRNER**

C'est la matière inflammable de la *propriété* qui jaillit l'étincelle de la Révolution. Le gouvernement avait besoin d'argent et devait maintenant mettre à l'épreuve des faits le principe de son absolutisme, d'après lequel il est maître de toute propriété et seul propriétaire : il devait

*reprendre* son argent, possession et non propriété de ses sujets. Au lieu de cela, il convoqua les Etats-Généraux pour se le faire accorder et ses sujets se rendirent compte qu'ils étaient *les vrais propriétaires* et que c'est *leur argent* qu'on leur réclamait. Ainsi ceux qui n'avaient été jusque-là que sujets parvinrent à la conscience du fait qu'ils étaient *propriétaires*, ce que Bailly décrit en peu de mots : << Si vous ne pouvez disposer de ma propriété sans mon consentement, à la plus forte raison ne le pouvez-vous de ma personne, de tout ce qui concerne ma position spirituelle et sociale. Tout cela est ma propriété, comme le morceau de terre que je cultive et j'ai un droit et un intérêt à faire moi-même les lois>>. A lire Bailly, on pourrait croire que *tous* étaient propriétaires ; mais en fait, à la place du gouvernement ou du prince, c'est la *nation* qui était propriétaire et souveraine. Désormais, l'idéal s'appellera « liberté du peuple », « peuple libre », etc....

Déjà, le 8 juillet 1789, la déclaration de l'évêque d'Autun et de Barrère avait détruit l'apparence d'importance de chacun, de chaque *individu* dans la législation : elle montrait la totale *absence de pouvoirs* des commettants. C'est la *majorité des représentants* qui est devenue souveraine. Lorsque, le 9 juillet, on présente le plan de répartition des préparatifs constitutionnels Mirabeau remarque : << Le gouvernement n'a que le pouvoir, pas de droits. La source de tout *droit* est *dans le peuple*>> et, le 16 juillet, le même Mirabeau s'écrie : << Le peuple n'est-il pas la source de *tout pouvoir* ?>> Source de tout droit et de tout pouvoir ! Ici, soit dit en passant, apparaît le contenu du « droit », *la force* « Qui a le pouvoir a le droit ».

La bourgeoisie est l'héritière des classes privilégiées. En fait, le droit des barons, après leur avoir été enlevés comme « usurpés », ont simplement été transférés à la bourgeoisie, qui s'appelle désormais « la nation ». Toutes les *prérogatives* ont été remises « entre les mains de la Nation » : ainsi ont-elles cessé d'être des « privilèges » et sont-elles devenues des « droits ». C'est désormais la Nation qui exige dîmes et corvées, qui a hérité les cours de justice nobles, le droit de chasse, les serfs. La nuit du 4 août a vu mourir les privilèges ou prérogatives (les villes aussi, les communes, les magistrats étaient privilégiés, pourvus de prérogatives et droits seigneuriaux) et s'est achevée sur la nouvelle aube du « droit », des « droits de l'État » et « droits de la nation ».

Le monarque, en la personne du « roi souverain », était un bien piètre monarque en comparaison du nouveau, la « nation souveraine », *monarchie* mille fois plus tranchante, dure et conséquente. Il n'y avait plus aucun droit contre le nouveau monarque, plus aucun privilège : en face de lui, le « roi absolu » de l'ancien régime apparaît bien limité ! La Révolution a transformé la *monarchie limitée en monarchie absolue*. Désormais, tout droit qui n'est pas conféré par ce monarque est « usurpation », tout privilège qu'il accorde, en revanche, « droit ». L'époque aspirait à la *royauté absolue*, à la monarchie absolue, aussi la soi-disant royauté est-elle tombée, qui avait si peu su le devenir qu'elle restait limitée par mille petits souverains.

oooooooooooooooo